



CONFÉRENCE DE PRESSE DU 3 JUIN 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1,5 million de Québécois invisibles : les personnes handicapées lancent un ultimatum aux partis politiques

Québec, 3 juin 2026 — À quelques mois de l'élection provinciale, les grands regroupements nationaux en défense collective des droits des personnes en situation de handicap dénoncent publiquement l'indifférence politique et médiatique persistante à l'égard des quelque 1,5 million de Québécoises et de Québécois concernés.

L'Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH), la Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN), la Fédération québécoise de l'autisme (FQA) et la Société québécoise de la déficience intellectuelle (SQDI) lancent aujourd'hui un avertissement clair aux partis politiques : les personnes en situation de handicap ne seront plus traitées comme des citoyennes et citoyens de seconde zone dans le débat démocratique québécois.

Depuis des années, les gouvernements successifs multiplient les annonces sans jamais consulter véritablement les personnes directement concernées. Les décisions se prennent trop souvent dans des bureaux ministériels éloignés des réalités humaines, sans connaissance réelle du terrain, sans écoute des familles, des proches aidants, des organismes communautaires et surtout des personnes elles-mêmes. Pendant ce temps, la détresse augmente partout au Québec.

Les personnes en situation de handicap ne demandent pas la charité. Elles réclament le respect de leurs droits fondamentaux. Elles demandent de pouvoir vivre, étudier, travailler, se déplacer et participer pleinement à la société québécoise avec dignité.

À l'approche des élections de 2026, nos organisations exigent des engagements électoraux clairs, financés et mesurables sur six priorités incontournables :



- le logement accessible et abordable;
- l'inclusion en emploi;
- un revenu permettant de vivre dignement;
- des services de santé et de soutien à domicile adaptés et suffisants;
- une éducation réellement inclusive;
- un transport collectif et adapté accessible partout au Québec.

Aujourd'hui, l'échec des services de soutien à domicile en est l'exemple le plus brutal. Dans plusieurs régions, des personnes lourdement handicapées voient leurs heures de soutien diminuer de façon drastique. Certaines perdent des heures essentielles pour se nourrir, se laver, se déplacer ou simplement vivre dignement.

Derrière les chiffres administratifs se trouvent des êtres humains abandonnés par un système incapable de répondre à leurs besoins fondamentaux.

Le Québec prétend favoriser le maintien à domicile, mais la réalité vécue sur le terrain raconte exactement l'inverse. Des familles s'épuisent. Des proches aidants craquent sous la pression. Des personnes se retrouvent isolées, prisonnières de leur domicile ou contraintes vers l'institutionnalisation faute de services suffisants. Et pourtant, malgré l'ampleur de cette crise sociale, le silence demeure assourdissant.

Les personnes en situation de handicap représentent une force citoyenne majeure au Québec. Elles sont étudiantes, travailleuses, parents, bénévoles, entrepreneures et proches aidantes. Elles contribuent chaque jour au développement économique, social et culturel du Québec. Elles ne peuvent plus être reléguées au second plan des priorités politiques.

Les prochains mois seront déterminants. Les partis politiques devront choisir : continuer à ignorer près de 1,5 million de Québécoises et Québécois ou reconnaître enfin leur pleine citoyenneté.

Le silence n'est plus acceptable.
L'inaction n'est plus tolérable.
L'urgence d'agir est maintenant.



-30-

Isabelle Tremblay, Directrice générale
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration
des personnes handicapées (AQRIPH)

Paul-Claude Bérubé, Directeur général
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec
(COPHAN)

Lili Plourde, Directrice générale
Fédération québécoise de l'autisme (FQA)

Amélie Duranleau, Directrice générale
Société québécoise de la déficience intellectuelle (SQDI)